

# GRAND DEBAT NATIONAL

SAMEDI 16 FEVRIER 2019 à 10 H 30

## SALLE HENRI FORGEARD

---

Monsieur LE MAIRE ouvre la réunion et rappelle la bonne tenue du Débat de la semaine dernière.

Il remercie les personnes présentes ainsi que Monsieur LAFARGUE, animateur. Le compte rendu de la réunion de ce jour sera également publié sur le site Internet de la Ville.

Il servira à la récolte d'informations et à la remontée des doléances des Administrés auprès du Gouvernement concernant les 4 thèmes du Grand Débat National :

- LA TRANSITION ECOLOGIQUE
- DEMOCRATIE ET CITOYENNETE
- LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES
- L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Il précise que cette réunion est enregistrée pour une bonne retranscription des débats.

Monsieur LAFARGUE prend la parole et précise que la prise de notes sera transmise au Gouvernement. Il lit la charte (voir *annexe 1*) écrite par la Mission du Grand Débat.

Monsieur LAFARGUE expose les 4 thématiques du Grand Débat :

- LA TRANSITION ECOLOGIQUE (*annexe 2*)
- DEMOCRATIE ET CITOYENNETE (*annexe 3*)
- LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES (*annexe 4*)
- L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS (*annexe 5*)

### **1° - LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES**

- Un Administré demande l'égalité au niveau du paiement de l'électricité, du gaz et des transports (plus de privilèges pour les retraités EDF, SNCF...) tout le monde devrait payer le KW/H et les billets de train au même prix.
- Un autre Administré propose de baisser la TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> consommation.
- Un Administré pense que tout le monde devrait travailler la même durée pour plus d'égalité. L'âge de la retraite devrait être le même pour tout le monde.
- Il ne faut pas confondre égalité et équité, la pénibilité doit être prise en compte et une différenciation doit être faite à ce niveau.  
Il propose que tout le monde paie l'impôt sur le revenu. L'effort doit être partagé par chacun à leur niveau.
- Un Administré propose une augmentation des tranches d'imposition (proportionnalité) ainsi que des salaires afin d'augmenter les impôts. Pour lui moins d'impôts = moins de services publics.

- Un Administré indique qu'au Ministère des Finances, une Chambre spéculé et a emprunté 195 milliards d'euros. Il dénonce l'opacité des emprunts au niveau du Gouvernement.
- Concernant le poids de la dette, il serait nécessaire que l'Etat se réapproprie la création monétaire afin de financer les infrastructures publiques (hôpitaux, écoles...).
- Le domaine à renforcer serait le domaine de la dépendance, la population française vieillit et le Pays est mal doté en maisons de retraite.
- Il faut financer prioritairement les hôpitaux.
- Les cotisations sociales sont calculées sur le PIB avant 1995 : 40 % du PIB. Après 1995 (Plan JUPE : 30 % du PIB). L'Administré propose que les cotisations sociales reviennent comme à l'origine. Les industries investissent peu et cachent leur argent dans les paradis fiscaux.
- Une Administrée propose de renforcer les sanctions face aux fuites vers les Paradis Fiscaux.
- Une Administrée témoigne de son expérience professionnelle auprès des personnes âgées, elle dénonce le manque de soignants et le faible revenu de ces derniers, ce qui entraîne une certaine maltraitance. On pourrait croire que les Hôpitaux veulent rentabiliser comme dans le privé.
- Il y a trop de charges pour les entreprises qui pour défiscaliser leurs biens vont vers les Paradis Fiscaux : Monaco, Andorre....

## **2°) L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS**

- Un Administré explique qu'il faudrait obligatoirement pouvoir joindre une personne qualifiée au téléphone pour aider aux démarches à effectuer sur Internet.
- Effectivement les répondants électroniques sont une perte de temps.
- Un Administré demande plus de clarté concernant les compétences de la Région et du Département notamment concernant l'attribution de subventions accordées. Il propose de rassembler les compétences.
- Un Administré demande l'accélération de la déconcentration du pouvoir. Plus de décisions doivent être prises au niveau du territoire. Il faudrait plus de permanences en Mairie.
- Concernant Pôle Emploi, l'organisme devrait se développer : aider les chômeurs à retrouver un travail et développer la reconversion. Il faudrait améliorer la prise en charge des chômeurs car une seule personne peut avoir à gérer de 100 à 150 dossiers.
- L'Education Nationale est à réorganiser, un budget important y est consacré (75 milliards d'euros) pour une performance médiocre. Il faudrait plus de formations pour les professeurs.
- Une Administrée dénonce le manque de professeurs dans les Etablissements Scolaires ainsi que le manque de formation du personnel dans les Pôles Emploi.

- Concernant l'Enseignement il n'y a pas assez de candidats. La considération salariale n'est pas la même qu'il y a 50 ans. Les professeurs ont une formation universitaire mais manquent d'expérience sur le terrain. Leur statut devrait être revalorisé.
- Il faudrait que les élèves aient plus d'heures d'instruction civique et de morale pour acquérir les bonnes attitudes.
- Un enseignant acceptait un salaire inférieur en sachant qu'il aurait une retraite plus conséquente contrairement au privé.
- Une Administrée précise que tous les professeurs ne possèdent pas la même formation car de plus en plus c'est une reconversion professionnelle.
- On devrait tous être sur le modèle du Service Public avec les avantages de chacun où l'employé a un grade à vie et un taux de retraite fixe.
- Un Administré demande la reconnaissance des personnes qui travaillent plus.
- Il est répondu qu'il faut une évaluation plus objective du travail donné ou fourni, il faut une rémunération au mérite et pas seulement à l'ancienneté ou au grade.
- Une Administrée dénonce les remboursements bas des soins de santé (dents, lunettes, appareils auditifs).

### 3°) LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- Un Administré dénonce le problème du glyphosate.
- Un autre dénonce la disparition de certaines espèces et voudrait un retour à la Biodiversité.
- Un dernier dénonce les dérèglements climatiques.
- A notre échelle il faudrait savoir recycler et ne pas gaspiller. Il faut éduquer dans le bon sens.
- Un autre Administré répond que cela paraît impossible notamment concernant la circulation automobile, les conducteurs font preuve d'une incivilité grandissante (ils jettent tout et n'importe quoi par les fenêtres). L'essentiel est l'éducation des enfants en leur montrant le bon exemple.
- Il faut responsabiliser les parents.
- Un Administré propose d'inverser le processus, à savoir récompenser les personnes qui ont des bonnes actions écologiques au lieu de pénaliser les incivilités.
- Un Administré répond que les jeunes ne sont pas si indifférents que cela à l'écologie, puisque il n'y pas plus tard qu'hier les jeunes ont manifesté en faveur du climat.

- Un Administré propose de faire comme dans certains pays : peser les déchets par foyer et payer une taxe annuelle en fonction du poids.
- Réponse : cela a des inconvénients car développement des décharges sauvages et de la fraude (poubelle déposée chez le voisin).
- Il faudrait également uniformiser le mode de tri en France et obliger les industriels à en faire de même.
- Avant de prendre des décisions radicales comme l'arrêt du Diesel, il faudrait prévoir à l'avance les solutions à apporter au problème.
- Concernant les voitures Diesel, il conviendrait que ce soit le Contrôle Technique qui décide de la remise ou non en circulation du véhicule. L'augmentation du prix du Diesel a augmenté l'achat des voitures essence. Les taxes modifient les comportements.
- Un Administré se pose la question : pourquoi la Maire de Paris veut interdire le Diesel dans Paris ?
- Réponse : à cause des particules fines.
- La pollution est subie en France. Les industriels et l'Agriculture polluent, seul le Gouvernement peut réguler.
- Pourquoi ne taxe-t-on pas le kérosène ? (bateaux, avions...).
- Tous les pays devraient être logés à la même enseigne, il faudrait uniformiser les règles notamment pour le BIO.
- Au niveau Européen, il faudrait 4 ou 5 pays qui harmonisent leurs pratiques pour les imposer plus facilement.
- Il faut s'occuper de notre pays avant de s'occuper de l'Europe.
- Au niveau de l'Europe c'est la décision à l'unanimité qui pose problème.

#### **4°) DEMOCRATIE ET CITOYENNETE**

- Un Administré propose :
  - Que les hommes politiques ne se présentent pas perpétuellement
  - Qu'ils soient révoqués s'ils ne remplissent pas leurs engagements
  - La comptabilisation du vote blanc
- Un Administré s'interroge sur l'utilité du vote blanc.
- réponse : il faut qu'il y ait un effet révocateur sur les politiques en place.
- Une Administrée se prononce contre le cumul des mandats, il faut savoir partager.

- Un autre Administré appuie cette proposition en demandant la limitation des mandats dans le temps et dans les lieux et se prononce contre la professionnalisation de la politique.
- Un Administré propose de revenir à la proportionnelle.
- Réponse : c'est le système le plus anti-démocratique (exemple de la 4<sup>ème</sup> république a été citée).
- Les citoyens ne sont considérés que comme des Electeurs. Il faudrait un processus plus participatif. Proposition : il faudrait modifier la constitution notamment l'article 3 (plus de référendums).
- Concernant les élections, un administré propose un 3<sup>ème</sup> tour pour plus d'équité.
- Concernant la laïcité il faut réaffirmer la loi de 1905.
- Actuellement les médias expliquent que prochainement peut-être les Municipalités vont être obligées de financer les Maternelles privées.
- La laïcité est en danger : le gouvernement veut s'occuper de l'Islam en France ce qui est une atteinte à la laïcité.
- Les propositions : prôner le respect au quotidien – faire appliquer le respect (amendes de police).
- Dans les banlieues, on rencontre un manque d'humanité.
- Ces populations se sentent excluent à cause de la sectorisation.
- Les gens forment eux-mêmes leur ghetto et ont tendance à se rassembler par Nationalité.
- Concernant la politique migratoire les critères sont déjà définis en France. C'est l'immigration clandestine qui pose problème.
- Une Administrée précise que si l'Economie Française allait mieux, l'intégration se ferait mieux à condition d'accepter les us et coutumes du pays d'accueil.
- Que faire des immigrés clandestins ?
- Réponse : il faudrait les faire travailler puisque le Gouvernement les aide administrativement et financièrement.
- Une Administrée soulève le problème des métiers ingrats que les Français ne veulent plus exercer (ménage, enlèvement des ordures ménagères...).
- Un Administré propose de développer une immigration choisie.
- Réponse : ceci entraînerait la fuite des cerveaux des pays qui en ont le plus besoin.

**Le Maire remercie l'Assemblée et Monsieur LAFARGUE**

**Annonce que les Comptes rendus seront mis rapidement sur le site Internet de la Ville.**

**Il incite les Administrés à déposer leurs questionnaires remplis à l'accueil de la Mairie.  
Ils seront transmis au Gouvernement.**